

# À propos de la 5G (p. 4)

# COMMUNISTES

**9-10 octobre**

**La bataille de l'emploi:  
les initiatives se préparent** (pp. 6 et 8)



## Vidéo

**Bridgestone est un scandale industriel, social et écologique.**

**Fabien Roussel**

L'AIR DU TEMPS

## L'emploi des dominants

**É**douard Philippe, à peine libéré de Matignon (et accessoirement maire du Havre), vient d'être nommé administrateur du groupe ATOS (services numériques). Un groupe que venait de quitter le très conservateur Thierry Breton pour la Commission de Bruxelles. Sarkozy, on l'a déjà dit ici, est devenu lui administrateur de Lagardère. Bref, chez les "dominants", y a pas trop de problème d'emploi. ✪

**Gérard Streiff**

**SOUSCRIPTION 2020** (cliquez)

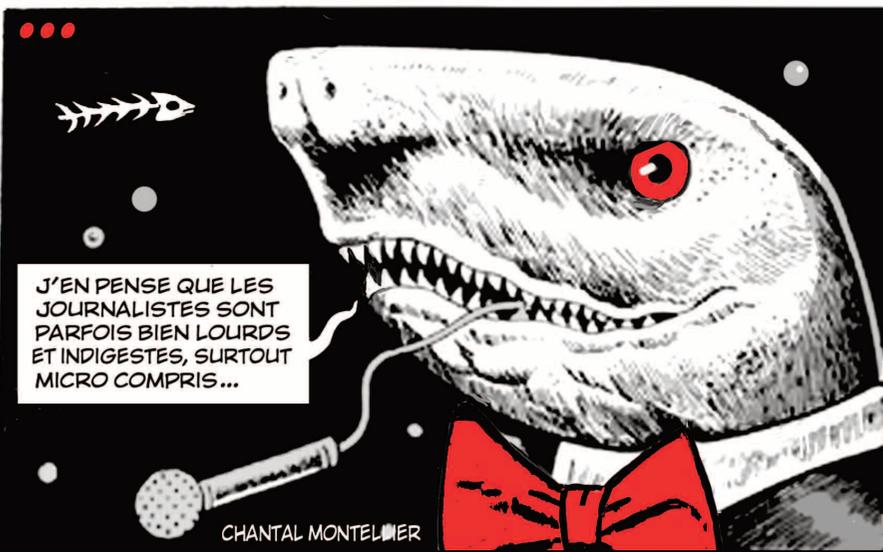
Je verse : ..... €

**"Donner les moyens  
au PCF d'intervenir"**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

COMME RIEN N'OBLIGE LES DESSINS DE PRESSE À COLLER TOUT LE TEMPS À L'ACTUALITÉ, PASSONS UN PEU À L'IMAGINAIRE...

## LE MONDE MERVEILLEUX DES REQUINS, 1: l'interview



## LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

**24 septembre 18 h 30 :** Hommage à Lucien Sève, 2 place du Colonel-Fabien (75019)

**24 septembre 19 h :** - Espaces Marx 60 reçoit Frédéric Boccara, 9 rue Jean-Jaurès, Saint-Maximin (60)

**25 septembre :** Manifestations des jeunes pour le climat

**25 septembre 18 h 30 :** Quelle relance face à la crise ? avec Pierre Dharreville, salle Marcel-Pagnol, Port-Saint-Louis-du-Rhône (13)

**25 septembre 18 h 30 :** Les jeunes rencontrent Jean-Paul Lecoq, 12 rue Michel-Gautier, Le Havre (76)

**26 septembre 13 h :** Concours de boules, stade Jean-Civier, Saint-Étienne (42)

**26-27 septembre :** "Opération les patates de Polo" - solidarité avec les travailleurs pauvres, section de Fécamp (76)

**27 septembre :** Élections sénatoriales (concerne les départements du 01 au 36 et du 67 au 90, hors RP)

**1<sup>er</sup> octobre 18 h 30 :** Vernissage exposition Le congrès de Tours, musée de l'Histoire vivante, Montreuil (93)

**1<sup>er</sup> octobre 18h30 :** Rencontre-débat avec Gilles Pinson autour de son livre : *La ville néolibérale*, 60 rue de Belleville, Paris

**1<sup>er</sup> octobre 18 h :** Débat en présence de Michel Duffour et Jean-Marc Coppola, maire-adjoint à la culture de Marseille, autour du livre *Fabriques de villes, fabriques de cultures*, Friche La Belle de Mai, Marseille (13)

**2 octobre 9 h :** Procès de Vincenzo Vecchi, tribunal d'Angers (49)

**2-3 octobre :** Vive la Sécu ! (75<sup>e</sup> anniversaire), Bourse du travail, Saint Étienne (42)

**2-4 octobre :** « Brésil en mouvement », au cinéma Les 7 Parnassiens, Paris 14<sup>e</sup>

**3-4 octobre :** Fête de la section de Rodez à Saint-Eloi, repas, débats (12)

**3 octobre :** Conférence régionale du PCF Bretagne, Saint-Brieuc (22)

**3 octobre :** Stage de base, fédération de l'Oise

**3 octobre :** Fête fédérale du Tarn, à Albi, avec Fabien Roussel (81)

**3 octobre :** Fête de section à Saint-Junien, avec soutien

aux aides à domicile (87)

**3 octobre :** Fête départementale, Argentan (61)

**3 octobre :** Fête départementale avec Fabien Gay, Jura

**3 octobre :** Conférence départementale, Elne (66)

**3 octobre :** Fête du Travailleur Alpin, sur le site de la foire de Beaucroissant (38)

**3 octobre 15 h :** 80<sup>e</sup> anniversaire de l'ouverture du camp d'internement d'Aincourt (95)

**4 octobre :** Fête fédérale des Hautes-Pyrénées à Tarbes, avec Fabien Roussel (65)

**6 octobre :** Fête des Angles. Débat à 11 h, buvette, tombola, stands, exposition Centenaire (19)

**9 octobre 18 h 30 :** Les vendredis de l'agglô ! Et si la SEF existait, maison des communistes de Vigneux (91)

**9 octobre 18 h 30 :** « Vive la culture ! », présentation du livre *Libres comme l'art*, section du PCF, Montreuil (93)

**9-10 octobre :** Élections des parents d'élèves

### 9-10 OCTOBRE : JOURNÉES D'INITIATIVES DES COMMUNISTES POUR SÉCURISER L'EMPLOI

**10-11 octobre :** PGE Lisbonne. Fabien Roussel participera à la conférence de présidents du PGE

**17 octobre :** Hommages/massacre du 17 octobre 1961

**17 octobre :** Journée mondiale contre Monsanto

**17 octobre 16 h 30 :** Inauguration de l'exposition 1940 : entrer en Résistance, musée de Châteaubriant (44)

**17-18 octobre :** Fête des Allobroges (espace François-Mitterrand), Montmélian (73)

**24-25 octobre :** Conférence nationale de l'Union des étudiants communistes

**24 octobre :** Rassemblement devant la prison de Lanmezan. Liberté pour Georges Abdallah (65)

**29 octobre 19 h :** Espaces Marx 60 reçoit Bernard Vas-seur, 9 rue Jean-Jaurès, Saint-Maximin (60)

**7-8 novembre :** Fête de l'Humanité, Toulouse (31)

**7-8 novembre :** Conseil national du PCF

**Cliquer ici pour connaître l'agenda des initiatives "Fête de l'Humanité autrement"**

# Large rassemblement

**Entretien avec Jérémy Bacchi, secrétaire départemental des Bouches-du-Rhône, candidat aux élections sénatoriales, à la tête d'une liste de large union.**

**Pourquoi a-t-il été possible d'aboutir à un large rassemblement avec le Printemps marseillais lors des municipales, ou avec votre liste lors des sénatoriales dans les Bouches-du-Rhône ?**

J'estime que plusieurs facteurs expliquent ce résultat. D'abord, je veux citer le traumatisme des effondrements de la rue d'Aubagne le 5 novembre 2018 qui ont entraîné la mort de 8 Marseillais. Symbole de l'incurie de la municipalité Gaudin et de l'abandon des populations fragiles aux marchands de sommeil. Cet événement a profondément marqué la population et rappelé aux forces progressistes l'immense responsabilité qui pesait sur elles pour construire une alternative à 25 années de droite. Ensuite, à Marseille, pour des raisons historiques aucune force n'était plus hégémonique à gauche, ce qui a ouvert la voie à un rassemblement riche de sa diversité et respectueux de chacune de ses composantes. Enfin, l'émergence d'un fort mouvement citoyen avec une exigence d'implication et de réussite a permis de donner une cohérence forte au rassemblement.

Dans ce contexte, les communistes ont lancé un appel au rassemblement dès avril 2019. Ils ont ensuite participé à toutes les initiatives visant à faire aboutir ce qui est devenu le Printemps marseillais. J'ajoute que dans le reste du département, de larges rassemblements sont pratiqués depuis longtemps dans les municipalités à direction communiste.

**Vous étiez tête de liste du Printemps marseillais dans les 13e et 14e arrondissements, un secteur municipal gagné par**

**l'extrême droite en 2014 à la faveur d'une triangulaire. Vous avez fait le choix de vous retirer, un choix critiqué par certains. Avec le recul, le referiez-vous ?**

Ce choix a été douloureux, pour mes colistiers et pour moi-même ; nous l'avons pris à l'unanimité des autres têtes de liste du Printemps marseillais et à la grande majorité de mes colistiers avec une idée en tête : barrer la route à l'extrême droite qui a fait tant de mal pendant 6 ans aux habitants de ces arrondissements dans lesquels je vis. La responsabilité de ceux qui ont divisé la gauche dans ce secteur qui était dirigé par le RN est lourde, mais une fois le constat posé, il nous fallait décider.

Je suis communiste, j'appartiens à une famille qui sait ce que la résistance signifie. L'extrême droite est un ennemi mortel. Qui à gauche pourrait se regarder dans la glace en assumant de vouloir grappiller quelques strapontins en la faisant gagner ?

Si c'était à refaire, je le referai d'autant plus que nos deux objectifs ont été atteints : battre le RN dans les 13e et 14e et faire gagner le Printemps marseillais à l'échelle de la ville, sans rien renier de nos valeurs.

**Le projet de loi du gouvernement dit « 3D » pour décentralisation, différenciation et déconcentration a été au cœur des débats de la campagne des sénatoriales. Quel regard portez-vous sur lui ?**

Il est lourd de menaces pour nos communes. Après avoir des années durant, asséché les ressources des communes,



contraint l'action des élus et accéléré la désertion des services publics, le pouvoir central veut désormais « différencier » les territoires pour mieux les mettre en concurrence les uns avec les autres, faisant ainsi éclater le cadre républicain. C'est l'aboutissement d'une conception libérale de la décentralisation, à mes yeux incompatible avec les principes fondateurs de la République. Avec mon groupe à la Haute Assemblée, nous agissons pour redonner sens à la devise inscrite aux frontons de nos mairies : Liberté, Égalité, Fraternité. Libertés communales, Égalité des territoires, Fraternité des populations. ✪

**Entretien réalisé par Léo Purguette,**  
membre du CN

# 5G: Remettons la mairie au centre du village

**La 5G est tantôt présentée comme la révolution technologique incontournable ou, à l'inverse, comme un danger apocalyptique pour notre santé, nos libertés et la planète. Les exagérations des uns nourrissent les outrances des autres et inversement.**

**L**es révolutions technologiques comme des révolutions politiques ne sont pas prévisibles, elles ont des causes multifactorielles. Le smartphone couplé à la 4G, au streaming, au Wifi et au GPS a été une révolution que personne n'avait vu venir.

La 5G se différencie de l'actuel standard de téléphonie mobile 4G par le débit<sup>1</sup>, le temps de latence<sup>2</sup> et la densité du nombre de connexions simultanées<sup>3</sup>.

La 5G utilise de nouvelles fréquences de transmissions demandant plus d'antennes, provoquant ainsi pour certains un risque accru de cancers, de dommages génétiques et neurologiques. D'autres soulignent que contrairement aux antennes 4G qui arrosent tout le monde sur une zone, une antenne 5G va se connecter et cibler uniquement les utilisateurs du service, ce qui limiterait fortement l'exposition aux ondes. Pour l'Agence nationale des fréquences, le niveau de l'exposition aux ondes est essentiellement fonction de la densité urbaine et non de l'emploi de la 4G versus celui de la 5G<sup>4</sup>.

Il est plus facile de démontrer la toxicité d'une technologie qu'apporter la preuve son innocuité. Ainsi pour l'Agence nationale de sécurité sanitaire<sup>5</sup>, « on ne peut pas démontrer qu'il n'y a pas de risques, on ne le pourra jamais [...] la science ne peut pas donner une réponse totalement tranchée sur ces questions ». Elle indique que pour la 3G, 4G ou 5G, le danger principal ne vient pas des antennes mais des téléphones de par leur proximité du corps. Il existe peu d'études sur la 5G et la santé, leurs conclusions varient selon leurs commanditaires ; mais une majorité avance une nocivité équivalente ou moindre à celle de la 4G. Comme pour toute technologie, il s'agit de voir où on place le curseur du principe de précaution, mais aussi de développer des moyens publics d'expertises et de surveillance réellement indépendants des lobbies en tout genre.

La 5G est énergivore et consomme des terres rares. Ce n'est pas propre à elle mais à tout l'éco système numérique. Cet impact brut du numérique sur le climat croît de manière exponentielle à cause d'une forte demande en électricité. Ce qui pose d'abord la question de la production d'électricité décarbonée et donc de suivre les recommandations du GIEC sur le nucléaire. Mais le numérique dans son ensemble devra faire des choix technologiques réduisant significativement son empreinte écologique.

Il faut nuancer l'impact brut du numérique sur le climat par son impact relatif, car ses usages permettent aussi d'importantes économies d'énergie, de matières premières, de ressources naturelles et de déplacement. On ne peut prendre en compte le numérique et la 5G de manière isolée. Si la 5G ne doit

pas être déployée sans cahier des charges limitant drastiquement son empreinte écologique, elle n'est pas pour autant en elle-même écocide et peut même contribuer à une partie de la solution.

Les dangers d'un capitalisme de la surveillance sont déjà là avec l'usage des technologies actuelles, la 5G n'y apporte pas de changement qualitatif.

Les technologies 5G des États-Unis sont en retard par rapport à la Chine, la Corée du sud et l'Europe (Ericsson, Nokia-Alcatel). Pour gagner le temps nécessaire à rattraper leur retard, les États-Unis déploient une double stratégie d'influence : les Chinois sont accusés d'espionnage, et pour bloquer les Coréens et les Européens, on lance en sous-main des campagnes via des ONG et dans les médias accusant la 5G d'être toxique, écocide et liberticide. Les États-Unis entendent refaire leur retard et imposer leurs choix technologiques comme norme internationale.

Les gains de la 5G par rapport à la 4G devraient permettre l'arrivée des véhicules semi autonomes, une robotisation couplée à l'usage du big data et de l'intelligence artificielle, en particulier dans l'industrie et la santé<sup>6</sup>... Ce qui implique plus que jamais de légiférer afin de protéger nos données de santé et non de les offrir à Microsoft. Il est nécessaire aussi de légiférer à partir de l'impact écologique et social, de l'usage de la 5G et du numérique en général par les industries du divertissement et de la culture : jeux vidéo, e-sport, tourisme virtuel...

La 5G ne va pas changer le monde, mais sa combinaison avec d'autres technologies aujourd'hui bridées par les limites de la 4G peut être une révolution dans les entreprises, en particulier sur les interactions entre études, productions, services : le cloud distribué, le stockage et l'analyse des données au plus proche de l'utilisation et des besoins, les réalités augmentées et virtuelles, la robotisation liée à l'intelligence artificielle ainsi que l'industrie des objets connectés. Cette convergence pourrait apporter des usages et des

progrès que nous ne pouvons pas encore imaginer dans les domaines de la santé, de l'énergie<sup>7</sup>, de l'industrie<sup>8</sup>, des déchets, des transports, de l'écologie...

Demain on voit mal une usine s'implantant dans un territoire non connecté à la 5G<sup>9</sup>. Une renaissance industrielle de notre pays, assise sur des unités de production distribuées et adaptables aux besoins, ne pourra guère faire l'impasse de la 5G. Un tel choix d'aménagement du territoire ne peut être abandonné aux opérateurs privés et au marché. Ils nécessitent de créer une filière nationale dans le cadre de coopérations européennes autour des télécoms incluant opérateurs du service public, équipementiers, composants électroniques, cyber sécurité et applications. Pour la 5G comme pour d'autres questions, l'État, les collectivités territoriales ne doivent pas mettre en œuvre les politiques publiques que les entreprises veulent bien leur vendre, mais au contraire il faut que les entreprises se mettent au service des choix politiques issus du suffrage universel.

La 5G, pour fonctionner, utilise des fréquences propriété de l'État qui seront mises aux enchères auprès des opérateurs de télécoms. On vend un bien commun public sans véritable contrepartie et sans cohérence de filière. La concurrence des opérateurs privés n'offre aucune garantie de couverture égalitaire des territoires. La valorisation maximum des fréquences primera sur l'aménagement du territoire.

Faute de vision stratégique, de maîtrise de la filière et d'outils publics comme un opérateur de télécoms nationalisé ou des régies de télécoms, la 5G, au lieu d'être un levier de résorption des inégalités territoriales, va creuser la fracture numérique.

Pour le PCF, la question n'est pas de s'opposer à la 5G en elle-même, mais de mettre son usage au service du développement humain sur les territoires, dans le cadre d'une maîtrise publique et citoyenne, intégrant une stratégie numérique globale bas carbone et le respect drastique des normes de rayonnement associé à une stricte surveillance des éventuels effets sanitaires. ✪

**Yann Le Polotec**  
responsable collectif Révolution  
informationnelle et numérique

1. Augmentation en moyenne d'un facteur 10G.

2. Le temps de trajet d'une donnée entre l'émetteur/récepteur est fortement réduit par rapport à la 4G.

3. À terme un million d'équipements au km<sup>2</sup>, soit 10 fois plus que la 4G.

4. <https://www.anfr.fr/fileadmin/mediatheque/documents/espace/rapport-paris14-v1.pdf>

5. <https://www.anses.fr/fr/content/d%C3%A9ploiement-de-la-5g-en-france-l%E2%80%99anses-se-mobilise-pour-%C3%A9valuer-les-risques-pour-la-sant%C3%A9>

6. <https://www.institutsapiens.fr/wp-content/uploads/2020/07/5G-au-service-de-la-sant%C3%A9-22-juillet.pdf>

7. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0306261919316599>

8. <https://lindustrie40.fr/category/reseau-5g/>

9. <https://www.industrie-techno.com/article/dossier-comment-la-5g-veut-transformer-les-usines.58966>

# Gratuité pour tous les Européens du vaccin à venir

**Nous n'en avons pas fini avec ce virus. Le niveau d'hospitalisation en réanimation remonte. La question des mesures à prendre est donc posée. Il faut tirer les leçons de la première vague qui a tué plus de 30 000 personnes dans notre pays.**

**A**u printemps, les pouvoirs publics ont été pris au dépourvu et n'ont pas mis en place tout ce qui aurait pu être fait, du fait des politiques d'austérité appliquées au système de santé depuis 30 ans : suppression massive de lits hospitaliers, réduction des effectifs, pénurie de médecins organisée méthodiquement, privatisations, suppression de l'Eprus<sup>1</sup> en 2016 par ceux-là mêmes qui sont encore au pouvoir aujourd'hui. Ceci a entraîné la liquidation des stocks de sécurité, mais aussi la disparition progressive des compétences pour gérer une crise. Une pénurie de médicaments essentiels pour la réanimation s'est faite jour. La crise a été gérée dans la confusion, le mensonge lorsqu'il s'est agi de cacher la pénurie de masques. Des décisions prises et non assumées comme par exemple celle qui a consisté à refuser d'hospitaliser les personnes âgées vivant en Ehpad : plus de 10 000 morts n'ont reçu aucun soin adapté et sont morts dans des conditions effrayantes malgré le courage des personnels. Les décisions prises en Conseil de défense ont été prises en catimini. Après le déconfinement nous aurions pu espérer que des mesures sanitaires organisationnelles eussent été prises. Il n'en a rien été. À part une augmentation de salaires dont les infirmières n'ont toujours pas vu la couleur, la politique est restée la même : poursuite de la suppression des lits, pas de vraie politique d'embauche à l'hôpital, persistance et élargissement de la pénurie de médicaments, et priorité à l'économie privée. Des sommes fabuleuses sont consacrées à l'aide aux entreprises mais l'hôpital public reste avec sa dette, tandis que la gouvernance technocratique reprend le dessus dans les établissements. Les personnels, les médecins et la population ne sont pas écoutés. Les nombreuses victimes de la Covid-19 dans les personnels de santé et les Ehpad ne sont toujours pas reconnues comme victimes de maladie professionnelle.

Quant aux mesures de prévention, elles sont incantatoires : les masques ne sont pas gratuits, la priorité est donnée à l'économie



sur la santé. La question des Ehpad n'est pas traitée. La privatisation de ceux-ci marche bon train. Les publicités pour des investissements « très rentables » en maison de retraite fleurissent comme jamais. Ce n'est pas cela qui va fournir les 300 000 nouveaux emplois que nous proposons pour ces établissements. Une mesure urgente devrait être prise pour ne pas renouveler l'hécatombe dans ces Ehpad : il faut hospitaliser toutes

les personnes âgées présentant la maladie pour qu'elles puissent recevoir les soins médicaux dont elles ont besoin et pour qu'elles ne restent pas dans leur lieu de vie au risque certain de contaminer les autres. Les isoler dans leur chambre sans soins à la hauteur des besoins conduira à nouveau à une nouvelle hécatombe. Les personnes âgées ne peuvent être la variable d'ajustement du système hospitalier.

Par ailleurs, nous avons fait une proposition : la gratuité pour tous les Européens du vaccin à venir. Ce vaccin financé intégralement par des fonds publics doit être fourni gratuitement à tous. Cette décision doit être prise avant sa mise en circulation. C'est pourquoi nous avons lancé une pétition européenne pour obliger à ce qu'un débat soit organisé au Parlement européen. Une première victoire a été obtenue puisque le 21 août dernier les institutions européennes ont validé notre initiative citoyenne. Il nous faut maintenant recueillir un million de signatures au niveau européen afin d'inscrire cette question au débat politique et pousser nos dirigeants à prendre des mesures concrètes !

Je vous invite donc dès maintenant à signer, diffuser et mobiliser autour de cette pétition [www.right2cure.eu/fr](http://www.right2cure.eu/fr) afin de construire les prochaines étapes de la mobilisation citoyenne. ✪

**Dr Michel Limousin**

1. L'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (EPRUS) est une agence française de sécurité sanitaire et un établissement public administratif sous tutelle du ministère de la Santé français créé en 2007 et dissous en 2016.

9-10 octobre

# Bataille de l'emploi

**S**i l'on peut parler d'ensauvagement aujourd'hui, c'est bien celui de l'économie où l'on voit des patrons sans vergogne, prétextant à l'occasion la crise sanitaire, fermer des sites, casser des emplois, pour la seule satisfaction en fait d'actionnaires rapaces. Dernier exemple en date, celui de la fermeture annoncée pour 2021 de Bridgestone à Béthune.

La bataille de l'emploi est au cœur des initiatives que prendront les communistes les 9 et 10 octobre prochains. Dans le Rhône, une conférence de presse syndicale est prévue le 9 et un rassemblement le 10 devant le site General Electric de Villeurbanne, avec des salariés d'autres secteurs (pharmacie et automobile) et des élus (conseiller municipal et conseiller métropolitain). En Seine-Saint-Denis, des actions sont envisagées au niveau des sections le 10 pour sécuriser l'emploi dans le commerce (Auchan, Camaïeu, Alinéa...). Une rencontre en amont du représentant CGT CCE Auchan est programmée avec Fabien Roussel. En Haute-Garonne, un rassemblement se tiendra devant Air France le 10. En Isère, un rassemblement s'organise devant un site de General Electric. Dans les Bouches-du-Rhône, est envisagée une tournée d'une quarantaine d'entreprises d'ici à décembre. Dans l'Oise, ce sera une tournée d'entreprises du commerce. À Paris, un rassemblement est prévu devant un hôpital public.

De son côté, la Fédération du Cher vient de lancer une Pétition pour l'emploi chez Comatelec à St-Florent-sur-Cher. La direction de la multinationale Schröder a décidé de dé-



localiser la production du site à Guadalajara en Espagne. Des actions sont engagées pour s'opposer à ce mauvais coup qui est une aberration sociale et écologique : « Cette délocalisation en Espagne serait mortifère pour un bassin d'emplois déjà fortement atteint par des suppressions d'emplois successives, notamment dans le secteur de la métallurgie, et menacé également par l'annonce de la fermeture de l'usine d'électroménager Rosières, à Lunery. C'est une décision uniquement guidée par la recherche de plus de profits ! », dit la pétition. ⚡

**PCF**

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

*Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.*

**Je verse :** ..... € **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

**Chèque à l'ordre de "ANF PCF"**

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

**COMMUNISTES**

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
**COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.  
**RÉDACTION :** Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06)  
Mèl : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)  
**RELECTURE :** Jacqueline Lamothe  
**MISE EN PAGÉS ET MISE EN LIGNE :** Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)  
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

# États généraux de la paix - ARAC - septembre 2020

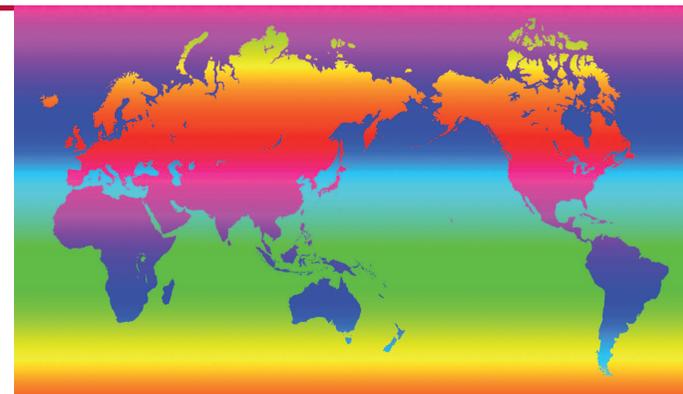
## Message de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et député du Nord

**L**e récent rapport au Parlement sur les exportations d'armes de la France en 2019 témoigne de notre scandaleuse contribution à l'armement de pays en guerre.

Cette politique, à rebours de nos idéaux de paix, se décline avec cynisme au nom de considérations purement commerciales. Au point de lui donner des airs de catalogue publicitaire, dédié à des « clients ». « Le montant des exportations s'élève cette année à 8,33 milliards d'euros, écrit ainsi la ministre des Armées en introduction du rapport. Une offre appréciée, car elle sait s'adapter aux besoins des armées des pays clients et elle sait interagir avec les industries de défense étrangères. » De tels raisonnements mettent en péril la sécurité de la planète. La France ne peut pas exhorter le monde à préserver la paix, comme elle le fit lors du centenaire de la Grande Guerre, et s'enorgueillir dans un rapport d'une place « dans le top 5 des exportateurs mondiaux d'armement, dont 45 %

pour l'Europe. » Elle ne peut pas intégrer le Traité sur le commerce des armes et refuser de signer et ratifier le Traité du 7 juillet 2017 visant à interdire l'utilisation et la prolifération des armes nucléaires.

La pandémie mondiale de Covid-19, qui est venue aggraver une crise économique dévastatrice pour des centaines de millions d'êtres humains, a révélé les impasses et les faiblesses de l'ordre existant. La « guerre » impitoyable menée contre le virus nous rappelle que la sécurité sanitaire et la santé publique sont plus fondamentales que les quelque 2 000 milliards de dollars engloutis à l'échelle mondiale dans les stratégies politico-militaires. Elle renforce aussi la nécessité pour la France de quitter l'OTAN, dont les budgets de défense ont augmenté en moyenne de 5,7 % entre 2018 et 2019, dans l'objectif affirmé d'y consacrer 2 % du PIB. Il est urgent de briser cette spirale infernale et de fixer à notre planète le seul horizon possible : la construction de la paix. ✪



9 et 10 octobre :

# “Pas un seul jeune au chômage !

## Un emploi ou une formation pour chaque jeune”

**L**es rentrées scolaire et universitaire ont été marquées par le renoncement à l'égalité. Depuis mars dernier, le gouvernement a fait la promotion d'une soi-disant continuité pédagogique à distance de l'école qui a creusé les inégalités entre les élèves. D'un côté, l'encadrement des élèves à domicile a reposé sur leurs familles et leur équipement, alors que beaucoup de jeunes vivent dans des logements surpeuplés, sans espace pour étudier, ou ont un accès au numérique limité. De l'autre côté, le gouvernement n'a pas mis en place les conditions d'un rattrapage des enseignements à la rentrée, en choisissant de ne pas embaucher massivement et de ne pas créer des petits groupes de remise à niveau dans les classes. Pire, la seule réponse aux risques sanitaires a été le port du masque obligatoire en laissant cette nouvelle dépense à la charge des familles, tout en assumant la saturation des établissements scolaires.

Cette rentrée scolaire est aussi celle des réformes des baccalauréats et du lycée général, qui ont pour conséquences la fin du groupe de classe, la mise en tension des emplois du temps et la concurrence entre des établissements offrant des enseignements de spécialité différents. Cette désorganisation chaotique de la rentrée est en même temps en contradiction avec l'objectif de non-brassage des élèves quand la réforme multiplie ce brassage. Le confinement a été le prétexte pour accélérer la mise en place du contrôle continu qui rompt l'égalité entre les élèves et crée des diplômes dévalués. La première édition du nouveau baccalauréat ne fera qu'amplifier ces problèmes. La fuite en avant du gouvernement dans la poursuite de la réforme met en cause l'exigence d'éducation de qualité pour tous et toutes. Face à ça, les jeunes communistes sont mobilisés pour défendre la gratuité des formations, y compris du matériel demandé, des transports et des masques, l'embauche massive de personnels, et la même valeur pour le baccalauréat partout comme seule condition d'entrée dans les formations post-bac de notre choix.

La crise économique conduit à l'annonce de centaines de plans de licenciements. Le gouvernement lui-même prévoit près d'un million de licenciements. Le plan de “relance” du gouvernement a pour seul but de relancer la rentabilité du capital, mais il ne permet pas de créer de l'emploi alors que 750 000 jeunes arrivent sur ce marché de l'emploi saturé et que le taux de chômage des jeunes est déjà à 25 %. Les jeunes sont les premiers menacés par les licenciements car ils sont salariés sous les contrats les plus précaires. Les CDD ne sont plus renouvelés et les contrats d'intérim sont interrompus. Au lieu de sécuriser les jeunes, le

gouvernement annonce cyniquement : “1 jeune, 1 solution”, ce qui consiste à subventionner massivement la création de contrats précaires ou sous-payés. 100 000 services civiques supplémentaires sont annoncés alors qu'ils sont utilisés, en particulier dans le secteur public, pour déguiser de l'emploi et payer les jeunes largement en dessous du SMIC en palliant le sous-investissement structurel dans les services publics. L'État subventionne à hauteur de 4 000 euros des CDD d'à peine 3 mois sans aucune garantie d'embauches et paie le salaire des apprentis pendant au moins un an, offrant ainsi une main-d'œuvre gratuite à des grandes entreprises qui versent des records de dividendes à leurs actionnaires. Les entreprises seront intéressées à empocher la prime et à créer des contrats précaires, plutôt que d'embaucher. Ce n'est pourtant pas le rôle l'État de financer les profits des entreprises.

La précarité étudiante augmente dans le même temps. Les frais d'études font +3 % cette année (+8 % en 3 ans) alors que 20 % des étudiants sont sous le seuil de pauvreté. Quand la moitié des étudiants se salarient pour financer leurs études, la perte de revenus cet été à cause de

la situation sanitaire met particulièrement en péril les étudiants. Les bourses sur critères sociaux sont insuffisantes pour vivre dignement, et l'obligation de se salarier pour la plupart des étudiants impacte négativement leurs études : c'est pourquoi un revenu étudiant situé au-dessus du seuil de pauvreté, sortant les étudiants du salariat et financé par une nouvelle branche de la sécurité sociale est nécessaire. Le développement du logement étudiant public et la hausse des investissements dans les CROUS sont également urgents.

Les jeunes communistes refusent le plan de renoncement du gouvernement et revendiquent “pas un seul jeune au chômage”. Les 9 et 10 octobre prochains seront l'occasion d'une mobilisation avec le Parti communiste français pour porter cette urgence. Face à l'inaction du gouvernement sur l'aggravation de la situation des jeunes par la crise économique, son refus de financer l'éducation nationale et l'enseignement supérieur à la hauteur des besoins, son obsession à précariser les jeunes travailleurs pour augmenter les profits, les solutions proposées sont notamment : la fin de tous les contrats précaires ; des pré-recrutements dans les entreprises publiques et la fonction publique, en particulier dans la santé, l'éducation et les transports ; l'interdiction de toute rémunération en dessous du SMIC ; l'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans comme filet de sécurité ; le revenu étudiant et la semaine de 32 h de travail payés 35 h pour réduire le chômage. ✘

**Résolution du Conseil national du MJCF**

Paris, 20 septembre 2020

